

Burundi : Pas d'accord sur le report des scrutins proposé par la médiation

Arrib News, 27/06/2015 – Source AFP La médiation internationale au Burundi a indiqué vendredi soir qu'aucun accord n'avait été trouvé sur sa proposition de report à une date commune fin juillet des différents scrutins électoraux, destinés à permettre des élections crédibles et équitables. Ce constat d'échec - attendu - ouvre la voie à la tenue lundi des législatives et communales, puis de la présidentielle le 15 juillet, dans un climat extrêmement tendu. Le gouvernement refusait de repousser une nouvelle fois ces scrutins, arguant de délais constitutionnels à respecter, tandis que l'opposition affirmait qu'elle n'y participerait pas sans que certains préalables soient remplis.

Le Burundi est le théâtre depuis fin avril d'un mouvement de contestation marqué de violences ayant fait au moins 70 morts, déclenché par l'annonce de la candidature du président Pierre Nkurunziza, au pouvoir depuis 2005, à un troisième mandat, que ses adversaires jugent contraire à la Constitution. Dans une déclaration publiée vendredi soir, la médiation, qui regroupe l'ONU, l'Union africaine et les organisations intergouvernementales est-africaine (EAC) et des Grands-Lacs (CIRGL) "note qu'il n'y a pas de consensus au sein des parties burundaises sur sa proposition" de regrouper les différents scrutins le 30 juillet (bien 30 juillet). Cette proposition avait été formulée en raison du "climat politique et sécuritaire du pays" et pour "permettre la création de conditions propices à des élections libres, équitables, transparentes, pacifiques et crédibles", souligne la médiation qui assure qu'elle "continuera à discuter avec les parties et appelle les Burundais à poursuivre le dialogue". Le précédent médiateur de l'ONU, Saïd Djinnit, ayant jeté l'éponge après que les adversaires de M. Nkurunziza eurent mis en doute son impartialité, le dialogue entre les différents acteurs de la crise avait été rouvert mardi sous l'égide d'un nouveau médiateur, le Sénégalais Abdoulaye Bathily. Si l'opposition, la société civile et les confessions religieuses, ont participé aux travaux, le CNDD-FDD, parti au pouvoir, ses alliés ne s'y sont pas rendus et le représentant du gouvernement n'a participé qu'à une session mercredi. L'opposition et la société civile ont appelé vendredi à boycotter les scrutins, dénonçant "un simulacre électoral" et exigeant notamment le désarmement de la Ligue des jeunes du CNDD-FDD, des garanties sur la sécurité et le rouverture des radios indépendantes, détruites lors d'une tentative de coup d'Etat militaire, mi-mai. Le climat est délétère à l'approche des élections au Burundi, où la communauté internationale craint une résurgence des violences à grande échelle, dans un pays à l'histoire post-coloniale marquée par des massacres entre hutu et tutsi et une longue et sanglante guerre civile (1993-2006).